

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pour des législatives anticipées

Lettre ouverte à nos camarades du Parti Socialiste

- Social - CPE, CNE -

Date de mise en ligne : jeudi 6 avril 2006

Démocratie & Socialisme

Cher(e)s camarades,

Nous ne comprenons pas pourquoi la direction de notre parti n'exige pas l'organisation d'élections législatives anticipées.

Le seul argument que le gouvernement essaie encore d'opposer au mouvement anti-CPE, c'est sa "légitimité". Il n'est pourtant pas difficile de lui répondre qu'il ne faut pas confondre légalité et légitimité, qu'il est certes le gouvernement légal mais que ce n'est pas pour autant qu'il est légitime.

Il n'est pas difficile non plus de rappeler qu'en 1997, Chirac avait dissous l'Assemblée Nationale sans aucune raison, uniquement par convenance personnelle, alors qu'aujourd'hui, il s'agit de débloquent de façon démocratique une situation de plus en plus explosive.

En agissant ainsi, la direction de notre parti aiderait efficacement le mouvement anti-CPE.

Alors, pourquoi ne le fait-elle pas ?

De peur d'apparaître comme "illégitime" voire "putschiste" ?

Comme si demander l'organisation d'élections anticipées pour sortir le pays de la crise était "illégitime" ou "putschiste" ! C'est au contraire la solution la plus démocratique, la seule solution démocratique.

Ceux qui sont illégitimes, "putschistes", ce sont ceux qui imposent des mesures libérales qu'ils n'avaient jamais annoncées lors de leurs campagnes électorales, qui imposent la loi Fillon sur les retraites ou le CPE malgré la présence de millions de manifestants dans les rues, qui ne tiennent aucune compte des résultats des régionales et des européennes de 2004, des 55 % de voix pour le non au référendum du 29 mai.

La crainte pour les "présidentiables" de notre parti de changer le calendrier électoral ?

C'est certainement, malheureusement, une des raisons du silence de la direction de notre parti. Si les législatives précèdent les présidentielles, les programmes passeront, en effet, avant les personnes...

La crainte d'avoir à gouverner sous le contrôle du mouvement social ?

Certainement. Bertrand Delanoë l'exprimait d'ailleurs clairement au "Vrai journal" il y a quinze jours. Pour notre part, nous nous en féliciterions car ce serait la meilleure garantie de ne pas nous retrouver, au bout de cinq ans de gouvernement social-libéral, devant un nouveau 21 avril.

La crainte de ne pas être prêts, de ne pas avoir de programme, de ne pas avoir réussi à unifier la gauche ?

Mais c'est exactement l'inverse qui est à craindre. Les discussions sur le projet de notre parti traînent en longueur. Il n'en sort rien : depuis la « synthèse » du Mans, un éredon étouffe tout débat dans notre parti. Les éléphants discutent entre eux, les « présidentiables » se taisent de peur de dévoiler leurs batteries où n'hésitent pas à s'asseoir sur la « synthèse » en exposant publiquement (comme sur le CPE) des projets contradictoires.

Quand à l'Union de la gauche, nul doute que la pression du mouvement social l'obligerait à avancer à une toute autre vitesse qu'à l'allure de tortue qui est la sienne aujourd'hui.

Qui aurait pu penser, il y a trois mois que puisse être organisée une réunion de 11 organisations de gauche (des Radicaux à la LCR en passant par le PCF et notre parti) ?

Comment imaginer que le PCF, face à des législatives anticipées et à la pression du mouvement social, ne serait pas amené à cesser rapidement, en faveur de l'union de la gauche, sa valse hésitation entre l'extrême-gauche et nous ? Ce que veut le mouvement social, c'est une issue politique à la crise, un issue en termes de pouvoir, pas des candidatures de témoignage. Le PCF le comprendrait parfaitement.

L'illusion de croire que dans un an nous gagnerons à tous les coups grâce au mouvement social actuel ?

Mais rien de cela n'est sûr : il suffit de constater que Sarkozy vient de prendre 4 points dans les sondages et qu'en un an, une nouvelle explosion des banlieues peut (par exemple) bouleverser la donne. Or, l'expérience récente l'a amplement démontré, il suffirait de quelques mots placés au bon moment pour que tout recommence.

C'est aujourd'hui, quand les revendications sociales éclipsent le débat sécuritaire que veut nous imposer la droite, que nous avons le plus de possibilités de l'emporter. Encore faudrait-il pour cela disposer d'un programme qui apporte des réponses concrètes à l'urgence sociale. Mais c'est justement l'urgence de la situation créée par des élections législatives anticipées qui nous obligerait à apporter rapidement ces réponses qui ont, malheureusement, toute les chances de ne jamais arriver autrement.

Si la situation sociale devient explosive et que Chirac finisse par appeler à des législatives anticipées nous lui laisserons l'avantage d'apparaître comme celui qui choisit d'en appeler au suffrage universel. Si la direction de notre parti exigeait des élections législatives anticipées, il apparaîtrait, au contraire comme étant obligé de se ranger à notre proposition et nous apparaîtrions, alors, comme ceux qui se sont battus pour la démocratie.

Encore faudrait-il pour cela que nous nous battions réellement pour la démocratie et que la direction de notre parti ne se contente pas d'accompagner le mouvement social sans agir là où elle pourrait être lui être le plus utile.

Lorsque François Hollande répond à la question que tout le monde se pose - celle du pouvoir - en affirmant qu'il ne servirait à rien de demander la "démission" de Villepin parce qu'il serait remplacé par un autre qui ne faudrait pas mieux, il a raison mais, surtout, il botte en touche. Car le problème n'est bien sûr pas de changer un UMP pour un autre mais de changer la majorité de l'Assemblée Nationale. Et cela, seules des élections législatives anticipées peuvent le permettre. Pourquoi François Hollande fait-il semblant de ne pas le comprendre ?

Le mouvement qui se développe aujourd'hui est de plus en plus politique

Les jeunes se heurtent à l'intransigeance du gouvernement et les banderoles ou les pancartes annonçant "la fin de la période d'essai de Villepin" fleurissent de plus en plus dru dans chaque manifestation.

Les salariés du secteur public et privé qui manifestent le font, certes, contre le CPE mais surtout pour régler leurs comptes et en finir avec un gouvernement qui a mis à mal les retraites, l'assurance-maladie et le code du travail, pour l'empêcher de nuire pendant un an encore.

La réponse à apporter est donc directement politique. Seul notre parti a le poids politique suffisant pour apporter cette réponse en exigeant des élections législatives anticipées. S'il ne le fait pas, il ne faudra pas nous étonner si une partie de la jeunesse et du salariat va chercher des réponses ailleurs, avec tous les risques que cela implique.

Très cordialement,

Jean-Jacques Chavigné, Gérard Filoche